

Le point sur  
**Les fonds de développement  
et les institutions financières arabes et islamiques**

# Les institutions multilatérales de développement arabes et islamiques

*Ces institutions administrent divers programmes d'aide.*

## **Autorité arabe pour l'investissement et le développement agricoles (AAAID) — Soudan**

L'AAAID, un organe d'investissement formé de 15 pays arabes, vise à améliorer la sécurité alimentaire dans les pays arabes et à mettre en valeur les ressources agricoles dans les États membres.

L'Autorité participe à des projets en Irak, au Koweït, au Qatar, en Tunisie, en Mauritanie, au Maroc, en Arabie saoudite et dans les Émirats arabes unis.

En avril 1994, l'Autorité a modifié ses priorités et a alors décidé de mettre l'accent sur le développement agricole dans d'autres États membres. Elle a notamment pour mandat d'investir dans toutes les formes de production agricole, en particulier la restauration des sols; la production végétale, animale et piscicole; les pâturages; la foresterie; et les produits agricoles.

L'AAAID avait à la fin de 1996 un capital autorisé de 500 millions \$US, dont 333 millions ont été versés. Ses engagements cumulatifs atteignaient les 358,7 millions \$US et ses décaissements, 291 millions \$US. Pour plus de renseignements, communiquer avec l'AAAID, C.P. 2102, Khartoum, Soudan; tél. : (249-11) 773-752/3, 780-777; fax : (249-11) 770-600.

## **Fonds arabe pour le développement économique et social (FADES) — Koweït**

Le FADES est un organisme de financement régional arabe qui fournit des prêts et des services d'aide technique pour la réalisation de projets qui s'inscrivent dans les programmes de développement des pays arabes. Les 22 pays membres de la Ligue des États arabes sont les bénéficiaires des activités du Fonds.

Le capital libéré du Fonds est de plus de 3 milliards \$ et la valeur totale des prêts consentis est d'environ 10 milliards \$. Les principaux actionnaires sont l'Arabie Saoudite, le Koweït et les Émirats arabes unis. La Palestine et la Jordanie en sont aussi des membres actifs et sont admissibles aux prêts accordés.

Le Fonds arabe consent des prêts tant aux gouvernements qu'aux organismes et établissements publics et privés, accordant la préférence aux projets qui ont une importance cruciale pour le monde arabe et aux projets conjoints auxquels participent plusieurs pays arabes.

Il s'agit de prêts à long terme prévoyant un délai de grâce d'un an, et dont les taux d'intérêt varient entre 3 %, pour les pays les plus pauvres et 4,5 % pour les autres pays. La période de remboursement maximale de ces prêts se situe entre 22 et 25 ans. Le montant des prêts consentis en 1996 a été d'environ 1,2 milliards \$; ces prêts ont servis principalement à financer des projets d'infrastructure.

En 1996, l'accent a été mis sur les projets liés à l'électricité, à l'agriculture et au développement rural, aux réseaux de distribution d'eau et d'égout, aux transports et aux télécommunications.

En raison de l'importance accordée au secteur de l'électricité, soit 57 % du montant total des prêts approuvés en 1996, la technologie et le savoir-faire des Canadiens sont bien connus et favorablement perçus.

La démarche adoptée par le FADES est comparable à celle de la Banque mondiale, mais elle est plus simple et beaucoup plus rapide puisque tout est normalement terminé en six mois. Le Fonds assume rarement plus de 40 % du financement des projets et fait appel à des entreprises de l'extérieur pour les évaluations. Les

entreprises canadiennes devraient inviter les pays bénéficiaires à s'adresser au Fonds arabe pour obtenir des fonds supplémentaires pour leurs projets.

En 1998, le Fonds arabe a mis en place une division du secteur privé et le conseil d'administration a approuvé l'affectation de 500 millions \$US à la mise en place des activités de ce nouveau service. Le Fonds aura une participation dans des projets du secteur privé, encouragera le financement en consortium et fournira des garanties. Le nouveau service offre d'intéressantes possibilités en matière de financement par actions, possibilités que les entreprises canadiennes qui participent à des projets de privatisation des infrastructures dans un pays arabe bénéficiaire auraient avantage à examiner de près avec leurs partenaires locaux.

On recommande aux consultants et à certains fournisseurs de s'inscrire en écrivant directement au service technique du Fonds.

Pour plus de renseignements, communiquer avec le FADES, C.P. 21923, Safat 13080, Koweït; tél. : (965) 484-4500; fax : (965) 481-57150/60/70.

## **Programme arabe du Golfe pour les organismes de développement des Nations Unies (AGFUND) — Arabie Saoudite**

L'AGFUND coordonne l'aide offerte par les États membres du Golfe arabe à 17 organismes des Nations Unies et appuie un certain nombre d'organisations non gouvernementales arabes. L'aide financière est offerte sous forme de subventions dont la limite est fixée à la moitié du coût d'un projet. Les projets financés concernent notamment

*Voir page IV —*

**Les institutions multilatérales**